

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Semaine du 25 au 29 mai 2026

### ***Southern Africa***

- IMF calls for urgent structural reforms in Sub-Saharan Africa, warning growth remains too weak for income convergence. Priorities include governance, regulatory reform, SOE restructuring, and private-sector-led growth, with potential GDP gains of ~20% over 5–10 years.
- Diamond sector evolving as Botswana and Angola join the World Federation of Diamond Bourses, amid pressure from synthetic diamonds and rising traceability/sustainability requirements.

### ***South Africa***

- SARB raises policy rate to 7% due to rising inflation risks from external shocks (oil, geopolitics, climate). Inflation is expected to gradually return to target by 2028.
- Moody's keeps rating at Ba2 but upgrades outlook to positive, citing improving fiscal metrics, stabilising debt, and gradual reform progress.
- Government to recover over ZAR 23bn in municipal arrears by directly intercepting departmental transfers, strengthening local government finances.
- Progress on institutional reform with creation of SANWRIA to centralise national water infrastructure management and improve investment and governance.

### ***Angola***

- Angola issues a second eurobond in 2026 (USD 1.5bn), strongly oversubscribed, to extend maturities and reduce refinancing risk.

- Sonangol shows structural shift, with growing dependence on financial and external investment income rather than core oil production.
- Kwanza to be integrated into SADC real-time payments system, supporting regional financial integration and reducing FX reliance.
- Strengthened cooperation with the US Treasury on PPP governance and infrastructure transparency (notably Lobito Corridor).
- Banking sector remains strong (Bank of China Angola), while TAAG continues restructuring with losses linked to fleet renewal and transformation.

### ***Mozambique***

- Central bank keeps policy rate at 9.25% but raises reserve requirements to 39% (from 29%) to absorb excess liquidity and contain rising inflation risks amid external uncertainty and fuel price hikes. Inflation has accelerated (4.4% in April) and could reach double digits, with a potential shift toward renewed monetary tightening.
- Dispute over Mozambique LNG costs: government audit recognizes only USD 2.5bn of recoverable costs versus USD 4.5bn claimed by TotalEnergies, highlighting a major disagreement over project accounting following a prolonged force majeure period and reopening negotiations on project economics and duration.

### ***Namibia***

- Major conservation funding agreement (NAD 1.1bn) establishes long-term financing for community-based protected areas covering over 20% of national territory.
- TransNamib moves ahead with locomotive procurement to modernise ageing rail fleet and expand freight capacity.
- Competition authority approves NASAN fuel station acquisition with strict conditions to protect supply chain competition and promote local ownership.

### ***Zambia***

- Strong agricultural rebound with maize production expected at 4.9 million tons (+27.8%), creating a significant surplus when combined with stocks, strengthening food security and opening export opportunities in Southern Africa.
- Inflation declines to a multi-year low (6.6%), driven by a stronger kwacha (up ~19% vs USD), higher copper prices, and improved external buffers.
- Foreign reserves rise to about USD 6.2bn (around 5.2 months of import cover), supported by commodity exports and macroeconomic stabilisation.

## A LA UNE – Croissance de 2,1 % en 2026, confirmant le statut de région la moins dynamique du continent selon la BAD

2026	Croissance*	Inflation	Compte courant	Solde budgétaire
Afrique du S.	● 1,2	● 3,9	● -1,4	● -5,1
Lesotho	● 0,5	● 5,7	● -8,7	● 2,1
Malawi	● 2,3	● 24,6	● -17,5	● -10,7
Eswatini	● 4,0	● 4,0	● -1,0	● -6,4
Mozambique	● 2,1	● 6,2	● -28,8	● -6,4
Botswana	● 1,2	● 6,3	● -6,7	● -8,9
Angola	● 2,9	● 17,7	● 3,4	● -1,1
Zimbabwe	● 4,3	● 14,7	● -0,2	● -0,7
Zambia	● 5,0	● 9,3	● 0,8	● -2,7
Namibia	● 2,0	● 6,1	● -16,4	● -6,0

2027	Croissance	Inflation	Compte courant	Solde budgétaire
Afrique du S.	● 1,6	● 3,6	● -1,6	● -4,7
Lesotho	● 1,8	● 4,3	● -4,5	● 3,1
Malawi	● 3,3	● 18,7	● -15,3	● -10,0
Eswatini	● 3,5	● 3,5	● -1,2	● -5,4
Mozambique	● 3,5	● 5,2	● -32,7	● -7,0
Botswana	● 3,5	● 4,7	● -4,4	● -8,0
Angola	● 3,3	● 15,3	● 1,0	● -2,1
Zimbabwe	● 4,5	● 10,1	● 1,3	● -0,5
Zambia	● 6,3	● 7,2	● 3,1	● -1,9
Namibia	● 3,5	● 4,5	● -12,6	● -4,8

\* Selon la BAD, les pays sont classés par performance ( ● Bonne, ● Moyenne, ● Faible) selon des seuils stricts : la croissance est verte dès 5 % et rouge si elle est négative ; l'inflation est verte sous les 5 % et rouge à deux chiffres ; le compte courant et le solde budgétaire sont jaunes sous les 5 % de déficit et rouges au-delà (et sous 3 % de déficit pour le budget). Source : BAD.

Selon le « 2026 African Economic Outlook » de la Banque africaine de développement (BAD), l'Afrique australe devrait croître de 2,1 % en 2026, contre 2,3 % en 2025, avant un rebond progressif avec l'amélioration des conditions extérieures. Elle resterait toutefois la région africaine la moins dynamique, en raison notamment de la faiblesse des secteurs minier et agricole et de la hausse des coûts de l'énergie.

Le profil macroéconomique régional demeure fragile et hétérogène. La croissance reste limitée dans les principales économies, notamment en Afrique du Sud (1,2 %) et au Botswana (1,2 %), tandis que la Zambie (5,0 %) et le Zimbabwe (4,3 %) affichent une dynamique plus soutenue. Les déséquilibres externes sont marqués, en particulier au Mozambique, avec un déficit courant de -28,8 %, lié à une forte dépendance aux importations énergétiques et alimentaires. Les marges budgétaires restent également contraintes, avec des déficits importants en Afrique du Sud (-5,1 % du PIB), au Botswana (-8,9 %) et au Malawi (-10,7 %), malgré quelques exceptions comme le Lesotho (+2,1 %) et le Zimbabwe (-0,7 %). L'inflation est contenue dans certains pays, comme l'Afrique du Sud (3,9 %) et l'Eswatini (4,0 %), mais demeure élevée au Malawi (24,6 %) et au Zimbabwe (14,7 %).

À l'échelle continentale, la croissance resterait solide, à 4,4 % en 2025, 4,2 % en 2026 puis 4,4 % en 2027, portée par l'agriculture, les réformes structurelles et les prix des matières premières, malgré les tensions géopolitiques et les chocs d'offre. La BAD souligne enfin un déficit de financement du développement supérieur à 1,3 trillion de dollars par an, tout en estimant que des réformes ciblées pourraient libérer jusqu'à 1,43 trillion de dollars par an, notamment via une meilleure efficacité de l'investissement public, le développement des marchés financiers et les partenariats public-privé.

## Sommaire :

### Afrique australe

- Le FMI appelle à des réformes urgentes pour relancer la croissance en Afrique subsaharienne
- Le Botswana et l'Angola rejoignent la Fédération mondiale des bourses de diamants

### Afrique du Sud

- La SARB relève son taux directeur à 7 %
- Moody's maintient la notation souveraine de l'Afrique du Sud à Ba2 mais relève sa perspective à positive
- Le Trésor va retenir les fonds des ministères pour régler les dettes envers les municipalités
- L'agence nationale sud-africaine des infrastructures hydriques se rapproche de sa mise en place

### Angola

- Proactivité de l'Angola sur les marchés avec une seconde émission d'euro-obligations en 2026
- Sonangol face à un paradoxe : la traditionnelle rente pétrolière surpassée par la finance et les participations extérieures
- Intégration du Kwanza dans le système de paiement régional
- Partenariat technique Angola-États-Unis pour sécuriser les finances publiques et les grands projets stratégiques
- BOCLB : une rentabilité record portée par la liquidité et la maîtrise des coûts
- TAAG : pertes assumées, pari stratégique de modernisation

### Mozambique

- La Banque du Mozambique maintient son taux directeur et augmente le coefficient de réserves obligatoires en metical en prévision d'une hausse de l'inflation
- L'État mozambicain expose au grand jour un désaccord de 2 Mds USD sur l'estimation des coûts récupérables découlant de l'arrêt pendant 4,5 ans pour force majeure du projet Mozambique LNG

### Namibie

- Accord de 1,1 Md NAD pour pérenniser la conservation communautaire
- TransNamib prépare la relance d'un appel d'offres de 1,7 Md NAD
- NASAN reprend des actifs de Vivo Energy et Engen sous conditions strictes

### Zambie

- Récolte record de maïs en 2025/26 : un excédent significatif ouvre des perspectives d'exportation régionale renforcées
- L'inflation tombe à un plus bas de huit ans grâce au kwacha et à la production agricole

# Afrique australe

## Le FMI appelle à des réformes urgentes pour relancer la croissance en Afrique subsaharienne

Le Fonds monétaire international (FMI), dans une analyse s'appuyant sur le dernier *Regional Economic Outlook*, estime que la croissance en Afrique subsaharienne reste trop faible pour permettre une convergence des revenus.

Le PIB réel par habitant n'a progressé que de 1,4 % en moyenne par an sur les trois dernières années, contre 3,4 % en moyenne dans les économies émergentes, reflétant un modèle de croissance dominé par l'État et dépendant des cycles des matières premières ainsi que d'un investissement public peu efficient.

Dans un contexte de dette élevée, de coûts d'emprunt importants et de recul de l'aide internationale, le FMI estime que le secteur public ne peut plus être le principal moteur de croissance. Il plaide pour des réformes centrées sur la gouvernance, la réglementation des affaires et l'ouverture des marchés, susceptibles d'augmenter la production d'environ 20 % sur 5 à 10 ans, en stimulant l'investissement privé, la productivité et la création d'emplois.

L'institution met en avant la réforme des entreprises publiques, notamment dans l'énergie et les transports, ainsi que la réduction des lourdeurs administratives et le renforcement de la gouvernance.

Le FMI insiste enfin sur les conditions de réussite de ces réformes : stabilité macroéconomique, résultats rapides et visibles, large soutien politique, protection des populations vulnérables et renforcement des capacités d'exécution.

## Le Botswana et l'Angola rejoignent la Fédération mondiale des bourses de diamants

Le Botswana et l'Angola ont rejoint la World Federation of Diamond Bourses (WFDB) en tant que membres affiliés nationaux. Leur adhésion a été approuvée lors de la réunion des présidents de la Fédération, organisée en amont du sommet international de la WFDB, tenu les 18 et 19 mai à Gaborone, en partenariat avec le ministère botswanais des Mines et de l'Énergie.

Cette adhésion renforce la représentation des pays producteurs au sein de l'organisation, qui fédère les principales bourses diamantaires mondiales. Elle intervient dans un contexte de recomposition du marché du diamant naturel, confronté à la concurrence du diamant dit « synthétique », c'est-à-dire créé en laboratoire et bien moins cher que le diamant naturel, aux exigences croissantes de traçabilité et aux attentes en matière de durabilité. La WFDB présente l'intégration du Botswana et de l'Angola comme un moyen de mieux associer les pays producteurs aux discussions sur l'approvisionnement responsable, la valorisation locale et la soutenabilité de long terme du marché.

Pour les deux pays, l'enjeu est également stratégique. Le Botswana, premier producteur africain de diamants en valeur, cherche à consolider son rôle au-delà de l'extraction, en développant davantage d'activités de taille, de polissage, de négoce et de certification. L'Angola poursuit une trajectoire similaire, avec l'objectif affiché de bâtir un secteur diamantaire plus moderne, transparent et compétitif. Les deux pays participeront au World Diamond Congress 2026, prévu en juillet à Singapour, en tant que membres de la WFDB.

# Afrique du Sud

## La SARB relève son taux directeur à 7 %

Le comité de politique monétaire de la South African Reserve Bank (SARB) a relevé, le 29 mai 2026, son taux directeur de 25 points de base à 7 %, avec effet immédiat. La décision a été prise à 4 voix contre 2, deux membres ayant préféré un statu quo.

La banque centrale justifie ce resserrement par la montée des risques inflationnistes liés à des chocs externes et climatiques. Trois scénarios ont été examinés : une escalade des tensions au Moyen-Orient (via pétrole et alimentation), un épisode El Niño affectant l'agriculture, et des effets non linéaires amplifiant la transmission des chocs. Dans le scénario le plus défavorable, l'inflation pourrait dépasser 6 %.

La SARB a relevé ses hypothèses de prix du pétrole et anticipe une pression accrue sur les prix alimentaires, notamment via les coûts de diesel et d'engrais. L'inflation moyenne est désormais attendue à 4,4 % en 2026 et 3,7 % en 2027, avant un retour à la cible de 3 % en 2028. L'inflation sous-jacente reste élevée avec un pic prévu début 2027.

Pour mémoire, en avril, l'inflation annuelle s'est établie à 4 %, contre 3,1 % en mars, portée par la hausse des prix de l'énergie. L'inflation des services a atteint 4,6 %, reflétant des pressions sur les transports, les assurances et les services financiers.

## Moody's maintient la notation souveraine de l'Afrique du Sud à Ba2 mais relève sa perspective à positive

L'agence de notation Moody's a confirmé, le 28 mai 2026, la note souveraine de l'Afrique du Sud à Ba2 (catégorie spéculative), tout en relevant sa perspective de stable à positive, ouvrant la voie à une éventuelle amélioration si les

progrès budgétaires se poursuivent (28 mai 2026).

Cette révision reflète une amélioration graduelle des finances publiques, marquée par un excédent primaire en hausse (1 % du PIB en 2025), une stabilisation de la trajectoire de la dette (87 % du PIB en 2025 vers 85 % en 2028) et des avancées progressives dans les réformes structurelles, notamment dans les secteurs de l'énergie et de la logistique. Le Trésor national y voit une validation de la crédibilité fiscale renforcée.

La croissance devrait s'améliorer légèrement, soutenue par la reprise de l'investissement et la poursuite des réformes (0,8 % en moyenne 2023–2025 vers 2 % en 2028). Moody's souligne toutefois la persistance de risques importants, notamment la faiblesse des fondamentaux structurels, un niveau d'endettement élevé, ainsi que des incertitudes externes liées aux tensions géopolitiques, dont le conflit au Moyen-Orient.

## Le Trésor va retenir les fonds des ministères pour régler les dettes envers les municipalités

Le National Treasury sud-africain va désormais prélever directement les montants dus aux municipalités par les départements nationaux et provinciaux afin de régler les factures impayées, dans le but de corriger les déséquilibres persistants dans l'application des règles de recouvrement.

Les administrations publiques cumulent plus de 23 Md ZAR d'arriérés envers les municipalités. Cette mesure vise à améliorer la trésorerie des collectivités locales et à renforcer l'équité dans la gestion de la dette publique.

Le Trésor poursuit également un ensemble de réformes structurelles pour renforcer les finances locales, incluant la refonte du

cadre de financement, la mise en place de mécanismes de protection pour les services essentiels et une priorité accrue à la maintenance des infrastructures.

### **L'agence nationale sud-africaine des infrastructures hydriques se rapproche de sa mise en place**

L'Afrique du Sud avance dans la création de la South African National Water Resources Infrastructure Agency (SANWRIA), destinée à centraliser la gestion des grandes infrastructures hydriques nationales. Le Cabinet a approuvé la composition du conseil d'administration, tandis que l'enregistrement officiel de l'agence est en cours.

Cette évolution fait suite à la promulgation du SANWRIA SOC Limited Amendment Act, publiée le 14 mai 2026. Ramateu Monyokolo, président de Rand Water, a été nommé président du conseil, avec Precious Sibiya, membre de l'Autorité nationale de régulation de l'énergie d'Afrique du Sud (NERSA) comme vice-présidente. La prochaine étape portera notamment sur la nomination d'un directeur général et la conclusion d'un accord d'actionnaire avec le ministère de l'Eau et de l'Assainissement.

SANWRIA doit regrouper des fonctions aujourd'hui réparties entre le ministère, le Water Trading Entity et la Trans-Caledon Tunnel Authority. L'objectif est d'améliorer la gouvernance, la maintenance, le financement et la planification des barrages, transferts d'eau et infrastructures associées. Dans un contexte de contraintes budgétaires et de besoins croissants en investissement, l'agence devra aussi mobiliser des financements commerciaux et concessionnels pour soutenir la sécurité hydrique à long terme.

## Angola

### **Proactivité de l'Angola sur les marchés avec une seconde émission d'euro-obligations en 2026**

L'Angola a réalisé une deuxième émission d'euro-obligations en 2026, levant 1,5 Md USD dans le cadre de sa stratégie de gestion active de la dette souveraine. L'opération a été largement sursouscrite, avec une demande dépassant 4 Md USD, confirmant la confiance des investisseurs internationaux dans les perspectives macroéconomiques du pays. Structurée comme une opération de refinancement, elle combine le rachat de titres arrivant à échéance et l'émission de nouvelles obligations à maturités 2031 et 2037, assorties de coupons de 8,25 % et 9,5 %. Elle vise à allonger la maturité moyenne de la dette et à réduire le risque de refinancement, en cohérence avec la stratégie budgétaire 2026–2028. C'est la seconde opération de ce type cette année, après une levée de 2,5 Md USD en mars, portant à plus de 14 Md USD le volume total des émissions depuis 2015.

### **Sonangol face à un paradoxe : la traditionnelle rente pétrolière surpassée par la finance et les participations extérieures**

Le dernier exercice 2025 de la compagnie publique pétrolière Sonangol met en évidence une transformation structurelle : plus de la moitié des bénéfices de l'entreprise provient désormais de dividendes issus de participations financières et industrielles étrangères, reléguant l'activité pétrolière historique à un rôle secondaire. Si le résultat net peut suggérer une solidité apparente, il masque une fragilité opérationnelle marquée. Le cœur de métier — exploration et production — génère des marges limitées après prise en compte des coûts d'exploitation et des charges, tandis que le raffinage et la distribution enregistrent des

pertes importantes. Les activités périphériques, dispersées dans de nombreuses filiales, contribuent également à une détérioration des résultats sur plusieurs années.

Des résultats dépendants de manière croissante d'actifs externes, notamment des participations dans Angola LNG, Millennium BCP et Galp Energia, traduisent une évolution du modèle économique de la compagnie : la performance de la compagnie nationale repose désormais en grande partie sur des dynamiques financières et industrielles externes, exposées aux cycles et risques internationaux.

### **Intégration du Kwanza dans le système de paiement régional**

La Banque Centrale a annoncé l'intégration du Kwanza, monnaie nationale (AOA), dans le système de paiements en temps réel de la SADC (SADC-RTGS) prévue pour le second semestre 2026. Cette évolution permettra aux transactions transfrontalières de s'effectuer directement en monnaie nationale, réduisant le recours aux devises intermédiaires et renforçant la fluidité des échanges au sein de la région.

Au-delà de l'enjeu technique, la mesure est présentée comme un levier de souveraineté monétaire et de compétitivité pour les opérateurs angolais, avec des gains attendus en coûts et en rapidité des règlements. Elle s'inscrit dans un mouvement plus large de modernisation du système financier, marqué par le renforcement des dispositifs de conformité, l'alignement sur les normes internationales de « reporting » et le durcissement des cadres de lutte contre le blanchiment.

Cette transformation s'accompagne d'une accélération de la numérisation des paiements — QR codes, paiements instantanés, solutions de type Kwik — ainsi

que de réflexions sur l'open banking et l'intelligence artificielle. Le régulateur bancaire met également en avant l'intégration croissante des critères de durabilité, visant à mieux encadrer les risques socio-environnementaux dans le secteur financier.

### **Partenariat technique Angola-États-Unis pour sécuriser les finances publiques et les grands projets stratégiques**

L'Angola et le Trésor américain renforcent leur coopération technique afin d'améliorer la gouvernance budgétaire et la gestion des partenariats public-privé (PPP). En marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement à Brazzaville, les discussions ont porté sur l'évaluation des concessions publiques, le suivi des engagements financiers et la prévention des risques fiscaux. Cette initiative illustre la volonté de Luanda d'aligner ses grands projets d'infrastructures, notamment le Corridor du Lobito, sur les standards internationaux de transparence et de soutenabilité financière. Washington a salué l'approche coordonnée des autorités angolaises, tandis que les deux parties souhaitent accélérer la mise en place d'un cadre de coopération durable dans un contexte mondial marqué par des besoins de financement croissants.

### **BOCLB : une rentabilité record portée par la liquidité et la maîtrise des coûts**

La succursale angolaise de la Bank of China, l'une des principales banques publiques chinoises, enregistre en 2025 une performance exceptionnelle, avec un bénéfice en hausse de 130 %, soutenu par une forte croissance des revenus de marché et une expansion des dépôts.

La dynamique repose principalement sur la mobilisation de ressources clients et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, avec un ratio « cost-to-

income » ramené à 16 % et un ROE de 39 %, confirmant sa montée en puissance dans le système bancaire angolais. Cependant, la contraction du crédit de 20 % et la baisse du ratio de transformation à 29 % traduisent une orientation prudente de l'activité, davantage centrée sur la liquidité et les placements que sur l'intermédiation traditionnelle.

### **TAAG : pertes assumées, pari stratégique de modernisation**

La compagnie aérienne nationale TAAG Angola Airlines a enregistré une perte de 144,6 M USD en 2025, interprétée par sa direction non comme un affaiblissement opérationnel, mais comme le coût immédiat d'une transformation structurelle du groupe. Derrière ce résultat négatif se dessine une stratégie de repositionnement : renouvellement de la flotte, montée en gamme technologique avec l'introduction progressive de nouveaux appareils, renforcement des systèmes de maintenance et de sécurité, ainsi que reconstruction des capacités après de récents chocs, dont une cyberattaque. L'ensemble s'inscrit dans une logique d'investissement intensif visant à repositionner la compagnie dans un secteur hautement capitalistique et compétitif. Parallèlement, les indicateurs d'activité montrent une base commerciale encore robuste, avec plus d'un million de passagers transportés et un réseau de desserte étendu, confirmant que la contraction du résultat n'est pas synonyme d'érosion de la demande. Cette trajectoire est soutenue par un programme de restructuration appuyé par des partenaires internationaux, traduisant une volonté de transformation organisationnelle autant que technique. Ces résultats apparaissent ainsi moins comme une dérive financière que comme le prix à payer pour un repositionnement à long terme dans l'aviation régionale et intercontinentale.

## Mozambique

### **La Banque du Mozambique maintient son taux directeur et augmente le coefficient de réserves obligatoires en metical en prévision d'une hausse de l'inflation**

Réuni le 25 mai 2025, le Comité de politique monétaire de la Banque du Mozambique a décidé de maintenir le taux directeur (MIMO) à 9,25 % et d'augmenter le coefficient de réserves obligatoires en monnaie nationale à 39 % (contre 29 % précédemment).

La Banque centrale justifie ces décisions par la persistance de fortes incertitudes quant à la durée et à l'ampleur du conflit au Moyen-Orient, ainsi que par la nécessité de résorber l'excès de liquidité sur le marché domestique susceptible de générer des pressions inflationnistes.

Malgré la stabilité du metical et la faible activité économique, les prévisions d'inflation ont été revues à la hausse et la banque admet pour la première fois l'éventualité d'une inflation à deux chiffres dans les prochains mois.

L'inflation en glissement annuel a accéléré, passant de 3,4 % en mars à 4,4 % en avril. Celle-ci pourrait connaître une accélération rapide compte tenu de l'annonce par le gouvernement de hausses significatives des prix des carburants prévues pour les mois de juin et juillet.

L'accélération de l'inflation pourrait favoriser le début d'un nouveau cycle de relèvement des taux directeurs dans les prochains mois, après un long cycle d'assouplissement ayant permis une réduction cumulative de 800 points de base, de 17,25 % en janvier 2026 à 9,25 % en janvier 2024.

## L'État mozambicain expose au grand jour un désaccord de 2 Mds USD sur l'estimation des coûts récupérables découlant de l'arrêt pendant 4,5 ans pour force majeure du projet Mozambique LNG

Les conclusions de l'audit commandité par le gouvernement mozambicain auprès du cabinet britannique Bayphase Limited valident seulement 2,5 Mds USD de coûts récupérables sur un total de 4,5 Mds USD réclamés par TotalEnergies. Selon le cabinet de conseil, TotalEnergies aurait présenté des dépenses surévaluées et insuffisamment étayées par une documentation juridique appropriée.

Cet audit intervient à la suite de la soumission par TotalEnergies au gouvernement mozambicain, en novembre 2025, au moment de l'annonce de la levée de la force majeure, d'une demande de reconnaissance de coûts récupérables de 4,5 Mds USD – soit environ 25 % de l'investissement total du projet tel qu'initialement calibré -, ainsi que d'une proposition d'extension de la durée du projet de dix années après l'expiration du terme initiale de la concession, sujet pour lequel l'Etat mozambicain a déjà signifié son refus.

## Namibie

### Accord de 1,1 Md NAD pour pérenniser la conservation communautaire

La Namibie a signé un accord majeur de 1,1 Md NAD visant à garantir un financement permanent des programmes de conservation communautaire. L'initiative, baptisée *Namibia for Life*, repose sur un modèle innovant de *Project Finance for Permanence (PFP)*, faisant du pays le premier en Afrique à déployer ce mécanisme de financement de long terme pour des aires de conservation gérées par les communautés.

La signature, intervenue en présence du Premier ministre Dr. Tjitunga Elijah Ngurare, s'inscrit dans le cadre du sixième plan national de développement (NDP6). Celui-ci a souligné un investissement stratégique combinant protection de l'environnement et autonomisation des communautés rurales, tout en renforçant l'efficacité de la gestion et la mobilisation de ressources diversifiées.

Le programme vise à sécuriser la conservation de plus de 20 millions d'hectares, soit plus de 20 % du territoire national. Porté par une coalition réunissant le ministère de l'Environnement, les conservancies communautaires, des autorités traditionnelles, la société civile, le secteur privé et le WWF, le dispositif s'appuie sur un modèle de conservation communautaire déjà établi depuis 1998.

### TransNamib prépare la relance d'un appel d'offres de 1,7 Md NAD

TransNamib devrait relancer son processus d'acquisition de locomotives, après l'annulation en 2025 d'un projet de 1,7 Md NAD (environ 90 M EUR) portant sur 23 locomotives neuves. Le ministre des Travaux publics et des Transports, Veikko Nekundi, avait alors critiqué une procédure jugée trop proche d'un approvisionnement auprès d'un fournisseur unique.

L'entreprise indique qu'une évaluation technique indépendante des fabricants a été finalisée et transmise à sa direction. La future procédure devrait passer par le Central Procurement Board of Namibia, conformément au cadre national des marchés publics. Le financement serait déjà sécurisé auprès d'institutions de développement, dans le cadre d'un programme plus large de 2,6 Mds NAD (environ 136 M EUR) destiné à moderniser la flotte ferroviaire.

L'enjeu est opérationnel autant que stratégique. TransNamib transporte environ 1,5 million de tonnes de fret par an

et vise 4 millions de tonnes d'ici cinq ans. Sa flotte actuelle, vieillissante et insuffisante, limite sa capacité à capter de nouveaux flux, notamment le manganèse sud-africain vers Lüderitz et les corridors logistiques liés à Walvis Bay.

### **NASAN reprend des actifs de Vivo Energy et Engen sous conditions strictes**

La Namibian Competition Commission (NCC) a approuvé, sous conditions strictes, l'acquisition par NASAN Energies de plus de 50 stations-service appartenant à Vivo Energy Namibia et Engen Namibia. La principale restriction imposée interdit à NASAN, pendant cinq ans, de s'approvisionner auprès de Vitol et de ses affiliés.

Le régulateur cherche ainsi à concilier deux objectifs. D'un côté, l'opération favorise l'entrée d'acteurs locaux, notamment de Namibiens historiquement désavantagés, dans le secteur aval des carburants. NASAN ambitionne en effet de s'imposer comme l'une des premières grandes compagnies de distribution de carburant détenues à 100 % par des intérêts locaux namibiens. De l'autre, la Commission entend limiter les risques de coordination dans la chaîne d'approvisionnement pétrolier, en particulier à travers les accords conclus en amont.

Cette décision s'inscrit dans une approche plus interventionniste de la NCC en matière de fusions-acquisitions. Des conditions ont également été imposées dans d'autres secteurs, notamment la santé et le transport maritime. Elle souligne une ligne réglementaire visant à soutenir la transformation économique, tout en préservant la concurrence et l'emploi.

NASAN Energies est une entreprise pétrolière privée d'origine namibienne, fondée en 2025 par Miguel Hamutenya, actuel directeur général du groupe Millennium Investment Holdings. Cette acquisition la propulse au rang de troisième

distributeur de carburant en Namibie, derrière Vivo Energy et Puma Energy, mais devant TotalEnergies.

## Zambie

### **Récolte record de maïs en 2025/26 : un excédent significatif ouvre des perspectives d'exportation régionale renforcées**

Le gouvernement zambien anticipe une forte amélioration de la production céréalière pour la campagne agricole 2025/26, avec une récolte de maïs estimée à 4,9 millions de tonnes, contre 3,8 millions la saison précédente, soit une hausse de 27,8 %.

En intégrant des stocks reportés de 1,8 million de tonnes, l'offre nationale totale de maïs est estimée à 6,7 millions de tonnes, pour une demande intérieure évaluée à 4,2 millions de tonnes, dégageant ainsi un excédent significatif. Ce surplus pourrait renforcer la sécurité alimentaire du pays et soutenir les exportations régionales, repositionnant potentiellement la Zambie comme un fournisseur clé de produits alimentaires en Afrique australe.

### **L'inflation tombe à un plus bas de huit ans grâce au kwacha et à la production agricole**

Selon l'agence nationale de statistiques (ZamStats), l'inflation sur un an a atteint 6,6 % en glissement annuel au mois de mai, après 6,8 % au mois d'avril. L'inflation alimentaire annuelle s'est établie à 7,3 % en avril 2026, contre 7,8 % en mars 2026, tandis que l'inflation non alimentaire annuelle a atteint 6,0 % en avril 2026, contre 5,9 % en mars 2026. Cette désinflation s'explique principalement par l'appréciation du kwacha, en hausse de plus de 19 % face au dollar depuis le début de l'année, soutenue par la hausse des cours du cuivre. Cette dynamique a également

permis une amélioration des réserves de change, en hausse de 13 % à 6,2 Md USD fin mars, soit environ 5,2 mois de couverture des importations. Le secteur agricole contribue également à ce ralentissement

des prix. La production de maïs devrait augmenter cette année, ce qui a contribué à détendre les prix alimentaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)